

Les ambiguïtés persistantes

MARTINE TREMBLAY, *La rébellion tranquille. Une histoire du Bloc québécois (1990-2011)*, Montréal, Québec-Amérique, 2015, 632 pages

Denis Monière

Volume 10, numéro 2, printemps 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/81003ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Monière, D. (2016). Compte rendu de [Les ambiguïtés persistantes / MARTINE TREMBLAY, *La rébellion tranquille. Une histoire du Bloc québécois (1990-2011)*, Montréal, Québec-Amérique, 2015, 632 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 10(2), 23–25.



LES AMBIGUÏTÉS PERSISTANTES

Denis Monière
Politologue

MARTINE TREMBLAY
**LA RÉBELLION TRANQUILLE.
UNE HISTOIRE DU BLOC
QUÉBÉCOIS (1990-2011)**
Montréal, Québec-Amérique, 2015,
632 pages

Après nous avoir entraînés dans son précédent ouvrage derrière les portes closes de l'exercice du pouvoir sous René Lévesque, Martine Tremblay nous livre une histoire captivante du Bloc québécois, des ambitions de ses dirigeants, de leurs rivalités et parfois de leurs mesquineries. À la différence des historiens et des journalistes qui ont écrit des livres sur les partis et les hommes politiques en adoptant un point de vue distancié, Martine Tremblay a connu les coulisses du pouvoir et se sert de son expérience pour traquer les informations qui révèlent la psychologie des acteurs et pour exposer les tractations auxquelles ils se livrent pour imposer leur point de vue.

Elle a mis au point une méthode qui combine à la fois le travail archivistique et l'art de l'entrevue. Pour construire son récit, elle a interrogé 70 personnes qui ont été au cœur de l'histoire du Bloc de 1990 à 2011. À travers leurs témoignages, elle reconstitue le fil des événements. En adoptant cette approche chronologique, elle aurait pu lasser le lecteur qui connaît déjà l'histoire, mais elle sait le tenir en haleine en levant le voile sur ce qui s'est passé dans les coulisses. Elle met en lumière ce que le commun des mortels ignore en rapportant les confidences et les jugements de ceux qui ont fait l'actualité et tracé les orientations collectives. Certes, cette méthode est périlleuse, car tout témoin est suspect de partialité, raconte l'histoire à sa manière et tente d'enjoliver son rôle, mais l'auteur a eu l'intelligence de comparer et de croiser une diversité de témoignages afin de séparer le vrai du faux. L'auteure ne se contente pas de faire parler les chefs de file, elle a eu aussi la bonne idée d'interroger les travailleurs de l'ombre, ceux qui derrière la scène écrivent les textes, préparent les réunions et servent de messagers. Comme elle a déjà fait partie du sérail, elle sait à quel point la performance des chefs est liée à la compétence de leurs aides de camp.

Le livre est particulièrement intéressant lorsque l'auteure décrit les relations tendues entre Lucien Bouchard et Jacques Parizeau qui, semble-t-il, se méfiait des intentions du chef du Bloc. On y apprend aussi qu'avant sa fondation, les dirigeants du Bloc avaient

jonglé avec l'idée de lancer un nouveau parti sur la scène provinciale pour concurrencer le PQ et rallier les nationalistes déçus de l'échec de Meech ce qui n'est sans doute pas sans lien avec la méfiance du chef du PQ.

L'auteure se défend bien de soutenir une thèse, mais on sent qu'elle fait sien le point de vue de René Lévesque qui ne voyait pas d'un bon œil la création d'un parti souverainiste sur la scène fédérale, lui qui avait préféré donner son appui au Parti conservateur en 1984 plutôt que d'appuyer des souverainistes convaincus. À cet égard, on pourrait reprocher à l'auteure d'avoir la mémoire sélective, ce qui est paradoxal pour une historienne, car elle ne consacre qu'un paragraphe au Parti nationaliste qui a été le précurseur du Bloc et surtout elle occulte le fait que Lucien Bouchard, l'homme des revirements, a été le principal artisan du virage du beau risque du fédéralisme adopté par René Lévesque en 1984 et qui a conduit le PQ au bord du gouffre. N'eût été la résilience de Jacques Parizeau, le PQ nous aurait enlisés dans les sables du fédéralisme renouvelé.

Le Bloc a cherché à réconcilier le Québec et le Canada en refusant la stratégie de la rupture et en véhiculant un projet de souveraineté-partenariat qui n'était que l'habit neuf du fédéralisme renouvelé

Martine Tremblay laisse planer à l'occasion des doutes sur la pertinence du Bloc, surtout après l'échec du référendum de 1995. Elle souligne à l'encre rouge l'idée que le Bloc devait être un parti temporaire, qui n'avait été fondé que pour une élection et qui devait disparaître après avoir créé les conditions gagnantes. Mais l'histoire en a décidé autrement.

Ce livre est utile d'un autre point de vue, car il nous éclaire sur les ambiguïtés et les pièges du nationalisme. Martine Tremblay donne implicitement raison à certains indépendantistes purs et durs qui eux aussi ne voyaient pas toujours d'un bon œil le rôle du Bloc sur la scène fédérale et qui craignaient que ce parti ne serve qu'à entretenir l'illusion de l'autonomisme provincial. Les souverainistes, à leurs yeux, n'avaient rien à faire sur la scène fédérale, il fallait investir toutes les forces dans la bataille pour la conquête du pouvoir à Québec. Cette politique de l'abstention entretenait une erreur stratégique fatale, car dans une lutte, il ne faut jamais laisser le terrain à l'adversaire, ce qui s'était effectivement passé en 1980 avec



les résultats que l'on connaît: 74 élus du Québec avaient participé au rapatriement unilatéral de la constitution. Mais compte tenu du contexte de l'émergence du Bloc comme réaction à la déception de l'échec de Meech, il n'en demeure pas moins que les discours et la stratégie du Bloc sous Bouchard et Duceppe ont perpétué l'illusion canadienne dans la conscience québécoise. Le Bloc a cherché à réconcilier le Québec et le Canada en refusant la stratégie de la rupture et en véhiculant un projet de souveraineté-partenariat qui n'était que l'habit neuf du fédéralisme renouvelé. Le Bloc s'est pris au jeu du fédéralisme. À cet égard, n'est-il pas paradoxal de voir un parti souverainiste présenter aux électeurs en 2004 un projet complet de gouvernement ainsi qu'un budget chiffré comme si ce parti prétendait diriger le Canada? Même syndrome lorsque le Bloc a caressé l'idée de faire alliance avec des partis canadiens comme le Reform en 2000 (voir p. 421) ou le Parti conservateur en 2004 et plus tard avec le Parti libéral et le NPD. On pouvait légitimement se demander à quel jeu jouait le Bloc.

Le Bloc n'a pas contribué à sortir le Canada de la tête des Québécois et pour cause. Elle cite à cet égard une remarque fort éclairante de Daniel Turp: «Bouchard est un indépendantiste sincèrement attaché au Canada» (p. 262). Elle cite aussi Jacques Parizeau qui caractérisait cette attitude de «syndrome du Canadien français». Difficile dès lors de détacher les Québécois de l'emprise d'un Canada mythique qui serait ouvert à la reconnaissance du Québec comme nation. Comment amener les Québécois à vouloir l'indépendance si par ailleurs on leur explique dans le même souffle que le Canada est un beau et grand pays démocratique et qu'il ne faut pas rompre les ponts? Cette attitude s'est encore manifestée dans les discours de Gilles Duceppe lors des élections de 2015.

VOIR BOUCHARD

suite à la page 25



BOURGAULT
suite de la page 22

a empêché plusieurs employés de la fonction publique fédérale et provinciale d'en faire partie. La malveillance de certains adversaires politiques, qui l'ont associé au Front de libération du Québec (FLQ), a contribué à le discréditer auprès d'une partie de l'opinion publique, ce que déplorent tant Bourgault qu'André D'Allemagne. Enfin, l'ostracisme dont Marcel Chaput et Reggie Chartrand, entre autres, ont fait les frais à cause de leurs convictions indépendantistes affichées a pu décourager plus d'un de devenir membre du RIN (p. 163-167).

Les déficiences dans l'organisation s'expliquent également par le manque de fonds. En 1961-1962, le budget (du Mouvement) prévoyait des dépenses de 38 440 \$ et une réserve de 11 560 \$ pour un total de 50 000 \$, ce qui aurait permis l'ouverture d'un local permanent, le maintien d'un secrétariat, la publication d'un journal mensuel, l'achat de publicité et l'embauche d'un secrétaire (p. 48). Mais ces chiffres ont dû constamment être révisés à la baisse, si bien que le parti a dû couper dans son personnel et s'en remettre au bénévolat.

Le parti réussit à sortir sans dettes des élections générales du 5 juin 1966. Il n'a dépensé que 15 730 \$ pour l'ensemble de sa campagne, dont 9 242 \$ en publicité (p. 300-301) tandis que la majorité des candidats ont dépensé moins de 1000 \$ chacun (p. 281). Quand on pense aux centaines de milliers de dollars dont ont disposé l'Union nationale et le Parti libéral du Québec, on voit que tous les partis ne luttaient pas à armes égales... Au lendemain de ces élections, Pierre Bourgault soulignait d'ailleurs qu'il ne fallait pas avoir uniquement de bonnes idées, mais aussi une bonne organisation pour obtenir du succès (p. 305).

Selon le trésorier Pierre Renaud, les difficultés financières étaient dues au fait que les régions ne finançaient pas suffisamment l'organisation centrale (p. 126). De plus, à peine la moitié des membres renouvelaient leur cotisation ce qui faisait dire au chef, Pierre Bourgault, que « trop de membres faisaient l'indépendance à la petite semaine » (p. 331). Le coût de celle-ci a pu aussi en certains cas être rédhitoire : en 1963, elle s'élevait à 12 \$ pour un adulte, 6 \$ pour un étudiant et 15 \$ pour un couple (p. 123).

*

Selon Claude Cardinal, le RIN a semé à tout vent et « il s'attela à débroussailler, à essoucher, à épier le terrain » (p. 471). « À sa manière, il a été un acteur de l'élargissement des horizons culturels des Québécois », mais dans l'ensemble, il « s'est épuisé à se débattre contre les vents contraires de la réalité politique et sociale » (p. 472).



BOUCHARD
suite de la page 23

Faire comme si le Canada n'était pas un ennemi prêt à prendre tous les moyens pour écraser le mouvement souverainiste comme l'avait explicitement révélé Claude Garcia en 1995 est la meilleure façon de préparer le désenchantement, la déception et la démoralisation des troupes. Là réside toute l'ambiguïté du nationalisme

Ce ne sont cependant pas les idées, très progressistes pour plusieurs, qui ont posé problème. Plusieurs de celle-ci finiront par devenir des réalités. Qu'on pense aux sociétés mixtes État – entreprises privées, à l'unilinguisme français, à l'établissement de centres culturels dans les grandes villes, à l'Institut national de la recherche scientifique, à la gratuité des soins médicaux, à la réglementation du financement des partis politiques ou à l'abolition de la peine de mort.

Cette histoire du RIN est riche d'enseignements. Par son existence même, ce parti a forcé la réflexion collective sur le statut politique du Québec. Il a également contribué à proposer un nationalisme progressiste, revendicateur, voire libérateur. Son principal rôle historique et son importance sur la scène politique tiennent à ce qu'il a ouvert la voie. Toutefois, il semble que les difficultés auxquelles ce parti a été confronté n'ont pas servi de leçon. L'histoire a surtout retenu sa contribution à la défaite électorale du Parti libéral du Québec sous la direction de Jean Lesage le 5 juin 1966 – les analystes considèrent que le RIN a alors fait perdre plus d'une dizaine de circonscriptions aux libéraux.

Le RIN s'est buté à plusieurs obstacles, extérieurs et internes, que Cardinal met bien en valeur dans son livre. Les forces politiques, au Canada, mais aussi au Québec, lui étaient hostiles ; son ambiguïté, les divergences idéologiques entre ses membres, un appel à mauvais escient à la révolution par certains de ses militants au moment où les gestes du FLQ discréditaient ce mot, son refus des tactiques électoralistes alors même qu'il avait choisi de se transformer en parti politique : bref, le RIN s'est heurté à deux niveaux de structures : « les structures électorales et les structures de militants » (p. 327).

Si on y ajoute les conflits de personnalités, les ambitions personnelles, les luttes d'égo et de pouvoir, les rivalités entre Montréal et Québec, en cela le RIN ne se différencie guère des autres formations politiques. Or, comme le disait Marcel Chaput en 1965, « Pour les séparatistes [...], la solidarité est l'exigence *sine qua non* de la survie » (p. 240). Et comme le soulignait Pierre Bourgault, la nécessité de la souveraineté et de l'indépendance exige de l'effort, beaucoup d'efforts même (p. 272).

En terminant, il importe de préciser qu'on ne peut rendre compte de toute la richesse de cet ouvrage de plus de 500 pages dans le cadre d'un court compte rendu. J'insisterai cependant sur deux éléments : le portrait positif de Pierre Bourgault, qui apparaît ici sous un jour particulièrement sérieux et responsable, ainsi que l'appui du journal *Le Travailleur* de Worcester (Mass) aux élections de juin 1966. Celui-ci écrit qu'« un Québec fort politiquement indépendant apporterait prestige au rayonnement du français en Nouvelle-Angleterre » (p. 282). Ce point de vue contraste avec le discours d'une bonne partie de la diaspora francophone en Amérique, qui prétend généralement que l'indépendance du Québec l'affaiblirait. ❖

québécois qui par la recherche du compromis ou de l'accommodement anémie l'élan vers l'indépendance. C'est faire comme si la quadrature du cercle avait une vertu pédagogique. Pas étonnant dès lors que la confiance des Québécois envers les leaders souverainistes se soit érodée au fil des décennies, car les tergiversations et les incohérences ne font pas des peuples forts et résistants à l'adversité. Sans direction claire du chemin à prendre, ne choisit-on pas souvent de suivre les sentiers battus ? ❖